

LE TRAVAIL

VÉRITABLE ORGANE DES INTÉRÊTS POPULAIRES.

Donnant en entier le Compte-Rendu des Travaux et des Séances du **CLUB DE LA RÉVOLUTION.**

DIEU ET L'HUMANITÉ.

DROITS ET DEVOIRS.

LE TRAVAIL EST LE DÉVELOPPEMENT NORMAL DE LA VIE DES
NATIONS ET DES INDIVIDUS.

LE TRAVAIL C'EST LA MANIFESTATION DE LA VIE.

	PARIS.	DÉPARTEMENT.	ÉTRANGER.
Trois mois.	2 f.	3 f.	5 f.
Six mois.	4	6	10
Un an.	8	12	20

VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE!

(Le peuple à l'Hôtel-de-Ville, 24 février 1848.)

S'adresser franco, aux Bureaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 56.

AU CLUB DE LA RÉVOLUTION.

« Nul obstacle contre cette audace de la contre-révolution en travail, que dans les sociétés populaires. Hâtez-vous donc, comme les braves soldats redressent plus fièrement leurs tailles quand le choc du canon les menace, hâtez-vous de devenir la plus éminente de ces sociétés, organisez votre correspondance avec les départements, entendez-vous avec les autres clubs de Paris, pénétrez-les de votre esprit, et que chacun en vous voyant à l'œuvre ambitionne l'honneur de vous être affilié. » Telles sont les paroles de Barbès.

Il est donc indispensable pour le succès de l'œuvre démocratique, que toutes les sociétés qui poursuivent le même but, soient reliées entre-elles et fonctionnent avec unité. La parole ne s'étend que dans un cercle restreint, la presse n'a pas de limites. Un journal qui porterait au loin la parole du *Club de la Révolution*, ferait pour ainsi-dire assister à ses séances et participer à ses travaux nos frères répartis sur toute la surface de la France, ce serait la propagation de nos principes politiques et sociaux.

Depuis sa fondation, le journal *le Travail* a donné aussi fidèlement que possible le compte-rendu des séances du *Club de la Révolution*; sa rédaction s'est inspirée de l'esprit démocratique le plus avancé, esprit qui réside à un si haut degré dans le Club, et dont Barbès est la manifestation la plus complète.

Le Travail est envoyé à tous les clubs ou sociétés démocratiques de Paris, ainsi qu'à ceux de la province, affiliés au *Club de la Révolution*; il est donc plus que tout autre dans les conditions nécessaires pour être l'organe officiel du Club, c'est ce qu'il vient demander aujourd'hui en sollicitant l'autorisation d'ajouter à son titre, ces mots : JOURNAL DU CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Les Rédacteurs,

DAMBEL, MAILLARD, DANGELIER.

SUR LES ÉLECTIONS.

La France vient d'assister à un spectacle plein d'enseignement; la veille des élections, la véritable lutte semblait circonscrite entre les candidats présentés par le *National*, et les concurrents à la livrée blanche, patronés par les feuilles monarchiques. La démocratie, — on le disait avec un mépris superbe, — était définitivement hors de combat.

Et comment nous eût-on fait l'honneur de nous compter encore pour quelque chose? Le 16 avril on avait crié dans les rues « à bas les socialistes! » et cette clameur, poussée par la bourgeoisie, comme un témoignage de haine et d'effroi, avait trouvé de l'écho, il faut bien le dire, au sein même de la population ouvrière. Dix jours après, du fond de la grande urne de l'Hôtel-de-Ville, partait la proclamation de notre défaite. Enfin, le 15 mai, les plus énergiques champions de notre cause prenaient le chemin de Vincennes.

Qui ne nous eût frappé d'impuissance? confiant dans sa force et dédaigneux de la nôtre, le *National* avait repoussé l'idée d'une alliance, que quelques-uns croyaient possible; il s'était présenté seul dans la lice électorale, et, d'avance, la réaction s'accommodait volontiers d'un partage avec cet unique adversaire, dont le facile républicanisme ne lui causait pas de bien vives alarmes.

Vint la solennelle épreuve, et la fusion de tous les royalismes fit pencher, comme on l'avait prévu, l'un des plateaux de la balance; mais contre toute attente, au lieu du *National*, ce fut la démocratie qu'on vit debout sur l'autre plateau.

Nous n'avons pas besoin de dire que ce résultat, inattendu pour beaucoup de gens, ne nous a point surpris; pourtant nous concevons l'étonnement des hommes qui croient qu'il suffit de quelques dignes pour arrêter le courant révolutionnaire.

Et maintenant, on ne sait plus seulement qui nous sommes, on sait aussi combien nous sommes. Qu'à leur tour, nos ennemis fassent parade, s'ils l'osent, de leur force numérique. Nous ne redoutons rien de cet assemblage hétérogène, de ce monstrueux pêle-mêle où s'agitent et s'entrechoquent la cupidité, l'ambition, l'égoïsme, la peur, toutes les passions, à l'exception des bonnes. Entre eux et nous, le pays n'hésitera pas longtemps, et le jour est proche où une souveraine expérience leur apprendra que nulle cause ici-bas n'est maîtresse de l'avenir, qu'à condition d'avoir pour but le triomphe de la vérité et de la justice, pour instrument l'association de la foi et du cœur.

LE CLUB DE LA RÉVOLUTION.

A Barbès.

FRÈRE,

La prison ne nous a enlevée que ta personne, ton âme est toujours en nous. Les yeux fixés sur ta place vide, nous y puisons le souvenir, l'exemple et l'espoir.

Nous ne t'exhortons pas ton courage, nous savons que la persécution te retrempe. Nous ne te disons rien de nos sympathies, nos cœurs et le tien vivent d'une vie commune.

Ce qu'il faut que nous te disions, si l'écho du monde extérieur n'a pu te le dire, c'est que la Liberté, l'Égalité, la Fraternité sont en péril, et qu'une lutte déplorable peut s'engager encore, au nom de ce symbole sacré qui t'a fait deux fois martyr.

La réaction contre laquelle t'emportait, il y a quelques jours, l'un de ces généreux élans qui n'appartiennent qu'aux cœurs d'élite, la réaction grandit autour de nous à chaque heure. La République du privilège se dresse et menace de barrer la route que, depuis soixante ans, la démocratie s'est péniblement frayée par la parole, par le plume et par le fer.

Une nouvelle crise sociale s'approche: la responsabilité en retombera sur ceux qui l'auront provoquée. Grâce à l'intelligence des uns, au mauvais vouloir des autres, cette victoire de février qui devait être, au point de vue humanitaire, le complément glorieux de l'œuvre de nos pères, ne laissera peut-être, dans l'histoire, d'autre souvenir que le souvenir d'un coup de vent entre deux tempêtes....

Quoiqu'il arrive, frère, le drapeau que ton bras a si noblement soutenu nous trouvera tous serrés autour de lui. Viens l'organisation, nous ne ferons qu'un avec toi. Nous t'attendons: à bientôt, Barbès!

SALUT FRATERNEL.

Le bureau du Club de la Révolution.

LE CLUB RÉVOLUTIONNAIRE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Aux Citoyens membres du Club de la Révolution.

CITOYENS,

Nous soussignés, membres fondateurs du *Club révolutionnaire de la Nouvelle-Orléans*, vous adressons l'expression de notre admiration pour les grandes choses que vous avez faites.

Nous nous unissons à vous de cœur et de pensée pour ce qui vous reste à accomplir dans l'intérêt de tous nos frères qui n'espèrent qu'en vous.

Notre but en nous organisant révolutionnairement, si loin de la commune patrie, est de propager et d'affermir les principes sacrés de Liberté, d'Égalité et de Fraternité parmi les enfants errants de la France.

Si nous sommes impuissants à vous seconder activement de nos personnes, nous voulons au moins que vous sachiez que vous avez des frères dévoués de l'autre côté des mers.

Nous vous prions de nous envoyer des copies de vos délibérations, de vos arrêtés, etc., nous tiendrons, par ce moyen, école de patriotisme, et vos écrits nous serviront de rudiment.

Salut et Fraternité.

Suivent les signatures.

CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Séance du 10 Juin, SALLE MONTESQUIEU.

Vice-Présidences des Citoyens RAISAN et CHILMANN

La séance est ouverte à 8 heures 3 quarts.

Le citoyen Dambel donne lecture du procès-verbal.

Le citoyen Chilmann demande une rectification.

Il n'a pas protesté contre la qualification de serviteur donnée aux représentants, relativement au peuple, mais bien contre celle de valet. Le procès-verbal est adopté avec cette rectification.

On annonce la présence du citoyen Longepied, père, qui sort de la Conciergerie. Cette nouvelle est reçue par les bravos répétés de l'assemblée.

LE CIT. LONGEPED, père. Après 27 jours de détention, il m'est permis de reparaitre au milieu de vous. Veuillez recevoir mes sincères remerciements pour la bienveillante sympathie avec laquelle vous m'accueillez.

C'est un bonheur que de souffrir pour la République ; les persécutions qui atteignent la démocratie ne font qu'en hâter l'avènement, soyez-en certains. (*Applaudissements.*)

L'ordre du jour appelle la discussion sur la loi contre les attroupements.

LE CIT. DERCHY. A la dernière séance, après la discussion qui s'était ouverte sur la loi contre les attroupements, j'avais manifesté le désir qu'une pétition fût faite au nom du Club pour demander au pouvoir d'indiquer en quel lieu le peuple pourrait désormais se réunir, la voie publique lui étant interdite, j'ai fait, moi-même, cette pétition et je viens vous la soumettre :

Dans cette pétition le citoyen Derchy déclare que le droit de réunion est inviolable, mais qu'il peut être réglementé.

LE CIT. LAPORTE. Je demande que cette pétition, qui contient des expressions dangereuses, soit renvoyée au comité de rédaction. (*Appuyé.*)

LE CIT. MILLIÈRE. Je viens appuyer ce renvoi parce que cette pétition semblerait mettre en doute le droit de réunion en disant qu'il pourrait être réglementé. Si on accorde cela, il n'est pas d'entraves que l'on n'apportera à l'exercice de ce droit et on finira par l'escamoter.

LE CIT. LONGEPED, père. Ce n'est pas une pétition qu'il nous faut faire, c'est une énergique protestation contre la loi sur les attroupements. Le 24 février est-il déjà si loin pour qu'on veuille, pour qu'on ose limiter et déterminer l'exercice de nos droits ? Nous nous sommes battus pour conquérir le droit de réunion ; nous devons et nous pouvons nous réunir, comme cela nous convient. Hé quoi ! le pouvoir exécutif, l'Assemblée nationale, qui n'existent aujourd'hui que parce que Louis Philippe a voulu interdire, en février, l'exercice de ce droit de réunion viendraient aujourd'hui nous contester ce droit ! c'est un anachronisme. La loi contre les attroupements est une atteinte aux droits du peuple souverain. Je proteste, et vous protesterez comme moi. (*Bravos.*)

LE CIT. CHILMANN. C'est quelque chose d'assez difficile que de défendre des propositions antipathiques aux sentiments d'une assemblée.

Le droit de réunion appartient au peuple souverain, cela est vrai ; mais le peuple, c'est-à-dire l'universalité des citoyens, ne peut exercer sa souveraineté que par une délégation donnée à des mandataires, et lorsque ceux-ci réglementent l'exercice des droits, il est du devoir de tous d'obéir aux injonctions du souverain. L'assemblée nationale, librement élue, représente le peuple, et tant qu'elle fonctionnera, tant que le peuple ne l'aura pas brisée, on doit se soumettre à ses décrets. Je m'opposerai toujours au développement des principes contraires. (*Rumeur générale, protestations.*)

LE CIT. LONGEPED, père. Il est impossible d'admettre la doctrine du citoyen Chilmann et de ne pas protester contre elle. Il faut que l'on sache bien que nous ne sommes ni des anarchistes, ni des fauteurs de troubles. Nous ne venons point protester contre des mesures administratives qui peuvent être prises pour réglementer la circulation. Nous demandons une protestation contre cette loi draconienne qui s'attaque au droit de réunion ; où se réuniront les ouvriers, les prolétaires, si la voie publique leur est enlevée ; la rue, la place publique, est le seul endroit où ils puissent s'entendre et discuter sur leurs intérêts. Ils doivent pouvoir se réunir comme nous. Avec la loi sur les attroupements, pour un rien, pour une ombre, on condamnera des citoyens à cinq ans de prison, de réclusion ou de bague. Je le répète donc, cette loi est une attaque directe au droit de réunion, et nous devons protester. (*Bravos, applaudissements ; cris : Vive la République démocratique et sociale !*)

LE CIT. CHILMANN. En vérité, on dirait que

par ce cri de : Vive la république, l'assemblée proteste contre mes paroles et entend dire que je ne suis pas républicain.

(Ce n'est pas cela, ce n'est pas cela.)

LE CIT. MILLIÈRE. Quand on soutient une doctrine comme celle que soutenait le citoyen Chilmann, ce n'est pas du fauteuil de la présidence qu'on doit prendre la parole, c'est de la tribune ; voilà pourquoi le bureau a protesté.

LE CIT. FULGENCE-GIRARD. Dans la protestation il n'y a rien qui attaque le républicanisme du citoyen Chilmann. Tout le monde le connaît pour un parfait républicain.

Je reviens à la question. Ce qui constitue la République, c'est le principe de la souveraineté du peuple. Un peuple qui se laisserait dépouiller de ses droits ne saurait être républicain. Le droit de réunion est un droit spontané et imprescriptible ; attenter à ce droit ce serait la négation d'un droit naturel, et celui qui s'en laisserait dépouiller déchirerait la plus belle page des droits de l'homme et du citoyen qui dit : que lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. (*Applaudissements.*)

LE CIT. DESJOBERT. Je pense que le droit de réunion peut être réglementé, les rassemblements peuvent gêner la circulation.

On pourrait indiquer des lieux comme le jardin du Palais-National, où le peuple pourrait se réunir sans gêner la circulation.

LE CIT. GIRARD. J'ai besoin de vous rappeler qu'il y a des faits et un principe. Quand un principe est attaqué, il faut le défendre. C'est pour la défense de ce principe que les députés de l'opposition dynastique voulaient faire un Banquet le 22 février. Ils n'ont pas eu le courage d'aller jusqu'au bout. Que des mesures de police réglementent la circulation des rues et des boulevards, ceci est dans l'ordre. Mais qu'une loi vienne défendre les attroupements populaires et violer un principe ; on ne doit pas la laisser passer sans protestation, car enfin, comme on l'a dit, le pavé c'est la propriété du peuple. (*Applaudissements.*)

Le bureau est chargé de rédiger la protestation.

LACOLONGE, rédacteur du journal l'Organisation du Travail.

La liberté de réunion n'est pas seule attaquée, la liberté de la presse l'est aussi, pour la deuxième fois, je suis accusé devant l'Assemblée nationale comme prêchant le pillage, parce que j'ai donné la statistique financière de l'ex-famille royale et des banquiers de Paris. Quand le procureur du roi descend chez les ouvriers cumulateurs qui émargent 23 sous par jour sur deux listes différentes, il ne me sera pas permis de signaler les cumulateurs de la banque, des chemins de fer, de la bourse et des privilèges. On accuse les gens qui défendent les intérêts populaires, qui demandent que le salaire soit réparti suivant l'intelligence, qui demandent l'abolition des privilèges.

Depuis 40 ans une petite fraction du peuple s'arroge le droit de faire mourir la grande partie de faim.

Pour eux, la liberté, ce sont les lois répressives, la fraternité, les privilèges.

En 89, la bourgeoisie qui était peuple se leva en masse contre la noblesse, au cri de : à bas les privilèges ! et un Montmorency vint déposer ses parchemins sur l'autel de la patrie.

Parce qu'aujourd'hui je demande l'abolition du privilège des finances et d'usure, on m'attaque ; parce que je donne les noms des grands financiers et des grands propriétaires de France, avec la statistique de leur fortune en regard, et parce que je dis : la France est aussi riche aujourd'hui qu'hier ; l'on m'attaque, et on attaque en même temps la liberté de la presse ; c'est pourquoi je suis venu au Club de la Révolution, réclamer la sympathie des vrais démocrates. (*Bravo, bravo !*)

LE CIT. LEBEAU. Les poursuites sont commencées, je demande que la protestation qui doit être faite contre la loi sur les attroupements soit étendue à cette violation de la liberté de la presse.

LE CIT. CHILMANN. La protestation contre la loi sur les attroupements suffit, puisque cette loi attaque non-seulement la liberté de réunion,

mais encore la liberté de la presse, puisqu'elle rétablit la censure de l'imprimeur, de l'afficheur et du crieur.

La discussion s'ouvre ensuite sur le projet de rachat des chemins de fer par l'Etat.

Le cit. Tessier Dumotay développe des considérations puissantes à l'appui du projet ministériel, il fait ressortir l'iniquité du système de la commission, et la légitimité du système présenté par le gouvernement ; il ajoute que le système des compagnies n'est rien autre que la féodalité du capital, qui, comme la féodalité du moyen âge, prélève des dîmes sur les voyageurs et les marchandises, et que le rachat des chemins de fer est une première étape dans la révolution sociale, dans l'organisation du travail.

Que reculer maintenant pour rentrer dans les chemins battus, ce serait plus que de la lâcheté, ce serait un crime.

LE CIT. JOUY. Il est regrettable que dès qu'on aborde des questions d'enseignement social à la tribune, les membres de l'assemblée abandonnent la séance : fort peu savent cependant, et tous ont besoin d'apprendre et d'étudier ces questions nouvelles de la vie sociale. (*Approuvé.*)

Le Club décide qu'une pétition sera portée à la chambre avant lundi, tendant à ce que le système de rachat par l'Etat soit adopté par l'Assemblée nationale.

Les citoyens Tessier Dumotay, Villeneuve et Defflotte, sont adjoints à la commission de rédaction, pour rédiger cette pétition.

Les séances auront lieu désormais régulièrement, les mardis, vendredis et samedis, salle Montesquieu.

La séance est levée à 11 heures.

FAITS DIVERS.

Banquet de la Fraternisation.

Samedi, le comité organisateur du banquet à 25 centimes a versé à la banque la somme de 11,000 francs.

— Le recensement des ateliers nationaux a donné pour résultat un effectif de 180,000 travailleurs.

Opinion de la famille d'Orléans sur Dupin, l'aîné.

Dupin a été dans l'affaire de la dotation, lâche, mauvais, versatile comme nous l'avons déjà vu si souvent....

Fait d'armes des Modérés.

Un bien déplorable malheur est arrivé samedi à la porte St-Denis. Un homme qui se faisait remarquer par le cri souvent répété de : *Vive Barbès !* ayant été violemment saisi par la cravate et traîné au corps de garde, a été complètement asphyxié : tous les secours ont été inutiles.

Notabilités du Club de la Révolution.

Parmi les membres du Club de la Révolution, on compte 17 représentants du Peuple :

Armand Barbès, Flocon, Martin-Bernard, Ledru-Rollin, Bac de Limoges, Proudhon, Pierre Leroux, Etienne Arago, Albert, Emmanuel Arago, Louis Blanc, Greppo, Bruys, Pelletier, Fayolle, Buvignier et Caussidière ; deux consuls : Landolphe et Lamieussens.

Réunion Vendredi à 8 heures, Salle Montesquieu.

Le Rédacteur en chef, E.-A. DAMBEL.

On demande des Crieurs.

Imp. Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.